

INSTRUCTION

N° 97-041-B1 du 1er avril 1997

NOR : BUD R 97 00041 J

Texte publié au BOCP

INDEMNISATION DES VICTIMES D'INFRACTIONS

ANALYSE

Charge des dépens et frais irrépétibles dans le cadre d'une procédure engagée devant les commissions d'indemnisation des victimes d'infractions

Date d'application : 01/04/1997

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ; INFRACTION ; VICTIME ; INDEMNISATION ; DÉPENS ; FRAIS ; PRISE EN CHARGE ; PAIEMENT

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG	RF	PGT	DOM									

DIFFUSION

CS 16

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C - Bureau C3

Les sommes réclamées au titre des dépens et des frais irrépétibles devant les commissions d'indemnisation des victimes d'infractions ne peuvent être prises en charge par le fonds d'indemnisation des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions conformément à l'article 706-9 du code de procédure pénale dans sa rédaction issue de la loi n° 90-589 du 6 juillet 1990 modifiant le code de procédure pénale et le code des assurances et relative aux victimes d'infractions.

L'intervention du fonds se limite en effet à la réparation du préjudice subi par la victime de l'infraction.

Les dépens et frais irrépétibles mis à la charge du Trésor public par les commissions d'indemnisation des victimes d'infractions relèvent de l'application de l'article R.92-15° du code de procédure pénale.

Conformément à l'article R.91 du code précité, dans sa rédaction issue du décret n° 93-867 du 28 juin 1993 relatif aux frais de justice, ces frais restent à la charge définitive du Trésor.

Ils sont payés par les régisseurs des juridictions civiles et pénales conformément à l'article 2 du décret n° 95-1041 du 22 septembre 1995 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des cours et tribunaux et modifiant les articles R.814-1, R.814-4 et R.814-5 du code de l'organisation judiciaire.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION C

ALAIN BONEL